

# La Chine et Israël

## Relations et perspectives futures

DR. ARON SHAI\*

**E**n arrivant ces dernières années en République populaire de Chine (RPC), les dirigeants israéliens trouvèrent un pays ancien avec un nouveau visage. Au cours des années précédentes en effet, la Chine avait pris la décision de ne plus se contenter de l'admiration que des pays étrangers pouvaient avoir pour son essor sans précédent dans le secteur du bâtiment, de sa production et ses impressionnants résultats commerciaux, éloges inévitablement teintés de paternalisme, voire même de la condescendance d'un monde développé à l'égard d'un pays en retard. La Chine, un pays en plein essor géopolitique (et non plus seulement économique), doté de l'arme nucléaire et suscitant de profondes inquiétudes pour nombre de responsables politiques américains, connaît actuellement une transformation visible. Elle se concentre sur la nécessité de traduire les remarquables résultats de sa politique économique de la porte ouverte, adoptée au début des années 1980, en une influence diplomatique globale. Les somptueux Jeux olympiques et les projets d'exposition sont deux grands pas supplémentaires dans ce sens. De la même manière, les visites que les dirigeants chinois ont effectuées ces dernières années en Amérique du Sud et en Afrique témoignent en partie de ce nouvel élan qui ne saurait être qu'une question de fierté et de prestige. Il s'agit d'assurer l'influence politique qui doit permettre à la Chine un ancrage en divers points du globe et peut-être, plus important encore, dans la conscience globale mais également de renforcer ses acquis sur la scène internationale. Ainsi, il semble que la lutte globale pour des matières premières, menée jusqu'au début de la crise économique de 2008, semble avoir été le présage de la confrontation économique et diplomatique des décennies à venir.

En raison de la confrontation fondamentale sous-jacente entre la Chine et les États-Unis qui, ces dernières années, a caractérisé les relations sino-américaines, pour des matériaux, des gains géopolitiques, et, de plus en plus, pour une hégémonie politico-diplomatique dans différentes enceintes globales, il est bien évident que les États-Unis se sont empêtrés plus souvent dans leur propre marasme éco-

---

\*L'auteur est recteur de l'Université de Tel Aviv et professeur à la chaire *Shoul N. Eisenberg for East Asian Affairs*. Il a écrit plusieurs ouvrages sur la Chine, dont *The Fate of British and French Firms in China, 1949-54* et la biographie *Zhang Xueliang: The General Who Never Fought*.

nomique. L'immense déficit budgétaire a entraîné une augmentation considérable de la dette, aussi bien intérieure qu'extérieure<sup>1</sup>. Le plan de sauvetage de plusieurs milliards de dollars a, dans une certaine mesure, accru le déficit interne. Comme le gouvernement dépense pour la défense (y compris, bien sûr, pour l'engagement au Pakistan et en Afghanistan) bien plus que ce qu'il ne perçoit en impôts, l'économie américaine, à la différence de l'économie chinoise, est littéralement étouffée par les dépenses stratégiques financées par l'emprunt en interne et à l'étranger. De plus, non seulement le gouvernement dépense plus qu'il ne perçoit mais les taux d'épargne nationaux sont également tombés. La crise des *subprimes* dans le secteur immobilier a engendré une menace majeure supplémentaire pour l'économie américaine. Cette dernière est-elle réellement la *pire combine à la Ponzi*<sup>2</sup> ?

Compte tenu de cette situation, il paraît évident que les États-Unis ne peuvent prétendre dicter leur ligne économique à la Chine. À certains égards, et à différents moments, Pékin semble même avoir intimidé les planificateurs de Washington en élaborant une réponse délicate mais ferme au souhait des États-Unis de contrôler les intérêts globaux de la Chine. Pékin continue à prendre pied en Amérique du Sud, en Afrique, en Arabie saoudite, en Iran et dans de nombreux autres pays<sup>3</sup>. Récemment, la Chine est également intervenue dans la guerre civile syrienne lorsque, le 4 octobre 2011, elle a, avec la Russie, opposé son veto au projet de résolution élaboré par des états occidentaux et qui aurait menacé le gouvernement syrien de sanctions ciblées si ce dernier poursuivait ses actions militaires contre les opposants<sup>4</sup>. En août et septembre 2013, suite aux attaques chimiques du gouvernement syrien contre sa propre population civile, et à l'intention des États-Unis d'agir contre la Syrie, la Russie et la Chine ont clairement fait savoir qu'elles useraient de leur droit de veto au Conseil de sécurité des Nations unies pour bloquer, de nouveau, les projets de résolutions qui viseraient à condamner le régime de Bachar el-Assad, sans parler de frappes contre la Syrie. Aux dires d'officiels du Moyen-Orient, les forces aériennes syriennes avaient pu bénéficier de renseignements fournis par la Chine pour bombarder une cargaison d'armes occidentales à destination des rebelles syriens<sup>5</sup>.

Même s'il aurait aimé que la Chine n'ait qu'un rôle secondaire au Moyen-Orient, Pékin semble poursuivre ses investissements dans la région et s'y impliquer de plus en plus. Ce sont là sans aucun doute des développements majeurs à considérer. De la même manière, la Chine peut s'enorgueillir d'impressionnants indicateurs économiques. Son économie a atteint une croissance annuelle significative même si récemment un certain recul est perceptible. C'est la deuxième économie mondiale en termes de produit intérieur brut (PIB) nominal et de parité des pouvoirs d'achat<sup>6</sup>. Il s'agit également d'une économie majeure enregistrant la croissance la plus rapide à l'échelle mondiale avec des taux de croissance de dix pour

cent en moyenne au cours des trente dernières années<sup>7</sup>. Il semble que la Chine pourrait devenir la première économie mondiale (en termes de PIB) dès les années 2020. Depuis le début des réformes entreprises à la fin des années 1970 et au début des années 1980, le nombre de Chinois vivant au dessus du seuil de pauvreté a considérablement augmenté et en 2012, le revenu par habitant avait atteint les 6.076 dollars (9.233 dollars à l'international en termes de parité des pouvoirs d'achat). Les réserves de change du pays s'élèvent à 3.3 trillions de dollars (les plus importantes au monde), et son taux d'épargne est extrêmement élevé – environ cinquante pour cent du PIB<sup>8</sup>. Alors que ces indicateurs sont largement reconnus, la théorie de l'*effondrement de la Chine* ne devrait peut-être pas être totalement écartée ; cette dernière prévalait à l'aube de la crise financière. Les données contradictoires qui remettent en question le scénario optimiste pour la Chine ne devraient pas non plus être ignorées.

Il y a plus d'une décennie, Gordon Chang affirmait, dans son ouvrage *The Coming Collapse of China*, qu'il était possible d'avancer que ce pays dominerait l'Asie puis le reste du monde<sup>9</sup>. La Chine a le potentiel et la vision nécessaires pour atteindre cet objectif et a ainsi recherché la reconnaissance devant lui permettre de devenir une puissance égale des États-Unis et de l'Union européenne sur la scène internationale. Cependant, Chang a défendu l'idée selon laquelle la Chine était un dragon en papier au bord de l'effondrement. On trouve notamment parmi les indicateurs l'ayant conduit à sa conclusion, la forte corruption au sein du Parti communiste chinois et du gouvernement, les *armées de chômeurs* errant à travers le pays, les entreprises d'État dominantes mais dépourvues de rentabilité, les banques avec leurs prêts improductifs, ainsi que l'augmentation du déficit budgétaire dans les années qui ont précédé la parution du livre de Chang. Selon ce dernier, même l'accession du pays à l'Organisation mondiale du commerce n'était pas de bon augure mais allait *profondément ébranler la Chine*<sup>10</sup>. En bref, les dirigeants chinois ne seraient aucunement en mesure d'empêcher ce qu'il considérait comme un processus déterministe, une *tragédie* en gestation.

Au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis la publication du livre de Chang, ses prévisions pessimistes ne se sont pas matérialisées. L'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce, par exemple, n'a pas engendré les dommages prévus, et encore moins un effondrement national. Cependant, certains milieux ont continué à adhérer à la thèse de Chang. *Alternative Perspective Newsletter* a adopté une ligne similaire. Un article détaillé a réitéré l'argument selon lequel les données disponibles posaient de sérieuses questions concernant les prévisions et extrapolations annonçant un futur prometteur pour la Chine<sup>11</sup>. Les faits suivants ont été mis en évidence : plus de cinquante pour cent du commerce international chinois est dirigé par les investissements directs étrangers (à

savoir mené par des entreprises à capitaux étrangers) ; plus de cinquante pour cent du commerce international chinois représente des échanges internes aux entreprises ; et la Chine est souvent le dernier maillon dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, ayant de ce fait des déficits commerciaux avec presque toutes les économies d'Asie de l'Est, même si elle a pu avoir d'importants surplus commerciaux avec les États-Unis (et dans une moindre mesure avec d'autres économies développées). Un pourcentage considérable du commerce international chinois est dû au commerce des matières premières, des biens intermédiaires, des produits semi-finis et des services plutôt que des produits finis. Par ailleurs, la Chine souffre d'un écart de richesse en croissance rapide et d'une grande disparité de revenus entre la population rurale et urbaine ; en 2012, 13,4 pour cent de la population chinoise vivait en dessous du seuil de pauvreté<sup>12</sup>. Il convient toutefois de noter qu'en 2011 le pays a établi un nouveau seuil de pauvreté à 2.300 renminbi – soit environ 363 dollars. Ce nouveau standard est considérablement plus élevé que celui défini en 2009 ; de ce fait, 128 millions de Chinois sont actuellement considérés comme vivant en dessous du seuil de pauvreté.

Une prévision très sombre concernant la Chine a été publiée en 2011 par Nouriel Roubini, qui a critiqué les projets chinois d'infrastructure ; ces derniers sont, selon lui, totalement injustifiés dans un pays avec un tel niveau de développement économique. Roubini prévoit également que l'actuel *surinvestissement* de la Chine s'avérera déflationniste, tant sur le plan interne que mondial, que lorsqu'il deviendra impossible d'augmenter l'investissement fixe, le plus probablement après 2013, la Chine connaîtra un brusque ralentissement<sup>13</sup>.

Bien sûr, des données supplémentaires décourageantes pourraient venir en sus : avant le début de la crise de 2008, au moins 150 millions de travailleurs ruraux avaient dérivé entre villages et villes, nombre d'entre eux subsistant à l'aide d'emplois à mi-temps, faiblement rémunérés. De plus, l'une des conséquences démographiques de la politique de l'enfant unique est le fait que la Chine est à présent l'un des pays au vieillissement le plus rapide au monde. On peut considérer qu'une autre menace à long terme pesant sur la croissance de la Chine tient à la détérioration de l'environnement, notamment la pollution atmosphérique, l'érosion du sol et la baisse constante de la nappe phréatique, en particulier dans le nord. De la même manière, le pays continue à perdre des terres arables du fait de l'érosion et du développement économique.

Toutefois, si l'on compare les deux écoles avec leurs calculs respectifs et les conclusions totalement différentes auxquelles elles sont parvenues, les perspectives d'un avenir optimiste pour la Chine s'avèrent, dans l'ensemble, peser davantage. Cela tient au fait que la Chine est parvenue à freiner et à équilibrer les vagues contreproductives globales en allant à leur rencontre. Aussi bien les Jeux olym-

piques que l'Expo 2010 semblent avoir aidé le pays à avancer sur les plans économique et politique, et à surmonter les difficultés internes. En outre, le gouvernement central a pris des mesures drastiques pour contrebalancer et dépasser les répercussions négatives de la crise mondiale de 2008. Il n'y a aucun doute que l'absence relative d'une véritable société civile et la neutralisation réussie du régime d'une potentielle pression populaire permettent au pouvoir de surmonter l'opposition majeure avec succès. Les principaux dirigeants chinois semblent déterminés à améliorer la performance économique du pays. Ils entreprennent des actions comme les visites de Xi Jinping et de Li Keqiang dans les régions les plus appauvries tout en soulignant le travail devant être effectué pour réduire la pauvreté et les écarts financiers<sup>14</sup>. Le taux d'emploi a augmenté et le salaire minimum a connu une hausse de vingt pour cent depuis 2010. Par ailleurs, les programmes de lutte contre la pauvreté sont apparus comme une réussite car l'économie axée sur la réforme a sorti cinq cent millions de personnes de la pauvreté au cours des trois dernières décennies<sup>15</sup>.

À la lumière de ces arguments d'ensemble, Jérusalem devrait sérieusement considérer l'option consistant à réévaluer périodiquement la politique habituelle d'Israël à l'égard de la Chine. Peut-être que la ligne traditionnelle entre la simple *maintenance* ou *service* des relations qu'Israël entretient avec la Chine, et les mises à jour qualitatives, devraient se croiser. Une politique plus assertive devrait être adoptée à l'égard de Pékin. Israël pourrait utilement encourager une plus grande implication de la Chine dans le conflit israélo-palestinien ainsi que dans les fortes tensions entre Jérusalem, d'une part, et Damas et Téhéran, d'autre part.

On peut affirmer, pour ce qui est des relations internationales globales, que les relations sino-israéliennes ne sont pas si importantes. Les relations bilatérales entre les États-Unis et la Chine, le triangle Chine-Inde-États-Unis, et même le rôle moteur de Pékin au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, sont de loin plus notables. Toutefois, les relations sino-israéliennes sont importantes, notamment si l'on considère le rôle militaro-stratégique d'Israël et sa position dans l'équation moyen-orientale. Pékin est extrêmement intéressé par une implication totale dans le processus de paix. Cela est clairement illustré, par exemple, par le fait que ce dernier a désigné ses propres envoyés spéciaux sur la question du Moyen-Orient. Pékin semble également espérer continuer à jouir du potentiel qu'a Israël d'être, pour la Chine, l'un des principaux fournisseurs de technologie avancée et peut-être même, à nouveau, d'équipements militaires.

## Une rétrospective de soixante ans

Deux nations anciennes, berceaux de riches civilisations, sont situées d'un point de vue géographique à chacune des extrémités du continent asiatique<sup>16</sup>. La Chine, qui peut se vanter d'une longue histoire de développement sur son propre territoire, et Israël, qui a connu ce que l'on pourrait décrire comme une forme virtuelle de continuité, un effort continu durant des millénaires d'exil pour retourner sur sa terre ancestrale.

Avant la fondation de la RPC, la République de Chine sous le régime de Guomindang avait établi des relations avec les fondateurs de l'État hébreux. Ces relations ont perduré après la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948 et ont trouvé une expression dans le soutien actif apporté par la Chine au sionisme. Suite aux contacts diplomatiques avec les activistes sionistes, la Chine nationaliste pré-communiste fut l'une des dix nations à s'être abstenues, en 1947, lors du vote historique à l'Assemblée générale des Nations unies pour diviser la Palestine. L'abstention de la Chine nationaliste a en réalité contribué à l'obtention de la majorité de deux tiers nécessaire à l'adoption de la décision qui a démontré la légitimité internationale pour la création de l'État d'Israël.

Quelques mois après son indépendance, Israël fut officiellement reconnu par la Chine nationaliste. Peu de temps après, le 9 janvier 1950, suite à la victoire communiste en Chine continentale et à la déclaration de la République populaire, Israël décida de manière surprenante, voire même téméraire, de reconnaître le nouveau régime, devenant ainsi le premier État du Moyen-Orient et le septième en Occident à prendre une initiative diplomatique si audacieuse au cours de la Guerre froide. Dès lors, les relations entre Israël et Taiwan furent conduites à un niveau non-officiel, non-gouvernemental et dans un domaine essentiellement commercial.

La reconnaissance par Israël de la RPC ne fut pas réciproque. Le ministre des Affaires étrangères Zhou Enlai accusa simplement réception du télégramme israélien du 9 janvier. Au nom du gouvernement populaire central, il adressa ses salutations à Moshe Sharett, le ministre des Affaires étrangères, mais le geste diplomatique d'Israël resta unilatéral.

Telle était la situation lorsque, le 25 juin 1950, éclata la guerre de Corée. Le 2 juillet, le cabinet israélien décida qu'Israël devait soutenir les résolutions de l'ONU concernant la guerre. Alors que Sharett et les autres membres du gouvernement appelèrent à soutenir la Corée du sud sur les plans politique et diplomatique, David Ben-Gurion surprit ses collègues de cabinet en proposant de contribuer un contingent de soldats israéliens au commandement de l'ONU. Selon lui, ce soutien devait être renforcé si Israël considérait cet acte comme une véritable

agression, et par conséquent devrait renforcer les troupes de l'ONU. Les ministres rejetèrent la proposition de Ben-Gurion, mais Israël manifesta par la suite son soutien en envoyant aux forces des Nations unies en Corée une aide médicale et des denrées alimentaires à destination de la population civile. En conséquence, le pays est indirectement en conflit avec la Chine.

L'objectif qui sous-tend l'identification d'Israël aux résolutions de l'ONU était d'aider à mettre un terme à l'agression communiste en Corée, et sa contribution aux forces de l'ONU représente un premier pas de non-identification avec l'Occident vers l'alignement. Cela peut sûrement être défini comme une décision stratégique, un point crucial dans la relation naissante d'Israël avec la Chine. Les relations entre les deux pays faisaient désormais partie intégrante d'un ensemble de considérations plus globales.

Fait intéressant, dans d'autres domaines Israël a maintenu à l'égard de la RPC la politique qui était la sienne avant la guerre de Corée. Ainsi, par exemple, le 19 septembre 1950, la délégation israélienne à l'Assemblée générale de l'ONU vota en faveur de la représentation de la Chine par la RPC au sein de l'organisation. Dans cette démarche, Israël a rejoint un bloc de quinze états membres ayant pour objectif commun de légitimer le régime communiste. À l'exception de 1954 (du fait d'un désaccord personnel ou d'un malentendu entre Abba Eban et Sharet), la délégation israélienne à l'ONU continua, plusieurs années durant, à défendre le droit légitime de Pékin au siège de la Chine tant au sein de l'Assemblée générale que du Conseil de sécurité. Elle suivit ainsi des pays comme l'Inde qui faisaient une nette différence entre soutenir la politique américaine à l'égard de la Corée et avoir une politique fondamentalement favorable à la RPC.

Les années 1953–1955 furent déterminantes pour les relations et non-relations sino-israéliennes. Fin 1953, après l'ouverture de la représentation israélienne à Rangoon, en Birmanie, et avec un apaisement des tensions dans la Péninsule coréenne, l'ambassadeur de la RPC à Rangoon, Yao Zhong-ming, contacta David Hacohen, son homologue israélien. Hacohen pensait que sa présence à Rangoon lui permettrait de contribuer à la normalisation des relations qu'Israël entretient avec les pays asiatiques, et notamment avec la Chine. Ce qui intéressait beaucoup Hacohen était de promouvoir les échanges commerciaux entre les deux pays. Progressivement, le dialogue entre les deux ambassadeurs a couvert un champ plus large et est devenu pratique et constructif, avec de fructueux échanges d'idées en vue d'une coopération économique et commerciale de plus en plus évidente entre les deux pays. Hacohen rencontra également Zhou Enlai lorsque ce dernier se rendit à Rangoon.

À la fin janvier 1955, Israël envoya une mission commerciale à la RPC. Le marché chinois fut perçu comme un Eldorado, une vision quasi-mythique, no-

tamment par la Fédération syndicale israélienne (*Histadrout*) au sein de laquelle Hacoheh était un des acteurs majeurs. La délégation visita Shenyang en Manchourie, où elle eut d'importantes discussions avec d'importants dirigeants chinois ; Israël semblait alors être parvenu à un nouveau, et encourageant, stade en promettant des liens resserrés entre Pékin et Jérusalem.

Toutefois, il ne fallut pas longtemps pour que la relation renouvelée entre les deux capitales se détériore une fois de plus. L'obstacle, du moins pour la RPC, n'était pas alors la Corée mais la Conférence afro-asiatique organisée en avril 1955 à Bandung en Indonésie (voire même, peut-être, les phases de préparation de cet événement), dont les artisans décidèrent d'exclure Israël et Taiwan, et de les boycotter. La solidarité afro-asiatique, renforcée au cours de la conférence, fut immédiatement suivie par un resserrement des liens entre la RPC et le monde arabe, notamment l'Égypte. Cela conduisit à un arrêt quasi-total de la dynamique positive dans les relations sino-israéliennes.

Un an plus tard, lorsqu'éclata la guerre de Suez, Pékin accusait Israël de servir la cause impérialiste. Les relations entre la RPC et Israël furent longtemps gelées, et l'époque des non-relations débuta au cours de laquelle le Parti communiste israélien fut le seul organisme de l'État hébreu à rester constamment en contact avec les Chinois. À la même époque, il aurait été difficile pour les décideurs israéliens d'ignorer les messages d'avertissement d'Eban, l'ambassadeur d'Israël à Washington. Il fait valoir que la poursuite de l'impartialité dans la politique israélienne envers la Chine, comme l'avait préconisé l'ambassadeur Hacoheh, pourrait endommager irrémédiablement les relations américano-israéliennes. Après avoir débattu la question à fond, le cabinet rejeta l'*impartialité* de Hacoheh en faveur de la position occidentale (américaine) sur la RPC, qui était largement nourrie par l'atmosphère de la Guerre froide. La liberté diplomatique dont Israël avait joui jusqu'alors, maintenir une politique étrangère *de facto* non-alignée, s'est simplement évaporée. S'ensuivit un violent débat politique et diplomatique en Israël à propos de ce qui sera par la suite connu comme l'*occasion manquée*. Ce débat perdura après 1992 lorsqu'Israël et la Chine s'entendirent sur des relations diplomatiques pleines et entières.

Ni la guerre de Suez en 1956, ni la guerre des Six jours en 1967 n'ont vu d'amélioration sensible dans les relations sino-israéliennes. Au contraire, la décennie a vu seulement un soutien croissant apporté par la RPC pour des causes arabe et palestinienne.

Ce n'est qu'en 1979, au cours de la guerre frontalière entre la RPC et le Vietnam, qu'une nouvelle ère débuta pour les relations sino-israéliennes. N'étant pas parvenue à faire plier efficacement les forces vietnamiennes, l'Armée populaire de libération (APL) chinoise traversait une crise extrême et chercha alors une



assistance militaire et technologique, de préférence auprès de fournisseurs ayant une expérience dans le domaine des armements soviétiques, notamment des fournisseurs pouvant moderniser leurs équipements. Ironiquement, Israël était l'un des rares pays en mesure de satisfaire les besoins urgents de la RPC. Ayant une bonne connaissance des armements soviétiques récupérés au cours des guerres du Moyen-Orient en 1967 et 1973, l'industrie militaire israélienne avait intégré des améliorations extrêmement impressionnantes dans les armements soviétiques quelque peu désuets. L'homme d'affaires et entrepreneur israélien cosmopolite Shoul N. Eisenberg, jouissant de privilèges exclusifs en tant qu'intermédiaire entre les industries militaires israéliennes et la RPC, joua à cette occasion un rôle de premier plan<sup>17</sup>. Au cours de cette période de coopération militaire entre les deux forces armées, Israël fournit à l'APL des chars d'assaut T59 modernisés, de conception soviétique, et rééquipés de canons de 105 mm<sup>18</sup>. Les relations avec Israël semblaient à présent d'une importance croissante et commençait alors le chemin vers l'établissement de bonnes relations.

Coïncidant avec la situation délicate de Pékin, de nouveaux développements furent enregistrés sur la scène diplomatique israélo-arabe préparant la voie à une coopération sino-israélienne renforcée. En 1977, le président égyptien Anwar el-Sadate se rendit en Israël, et en 1979, un traité de paix fut signé entre les deux pays. Par la suite, les relations entre Chinois et Palestiniens se détériorèrent alors que celles entre Israël et la RPC n'eurent de cesser de se renforcer en dépit même des critiques acerbes de Pékin à propos des incursions répétées d'Israël au Liban.

La période 1989-1991 connut d'importants développements dans les relations sino-israéliennes. Un office du tourisme chinois fut ouvert à Tel-Aviv et une mission universitaire israélienne fut créée à Pékin<sup>19</sup>. Par ailleurs, l'effondrement de l'Union soviétique, l'élan de la Chine vers la modernisation et sa confiance croissante en la capacité d'Israël à atteindre cet objectif, la croyance dans le mythe du lobby juif américain, les relations difficiles avec les Palestiniens et la guerre du Golfe de 1991 au cours de laquelle Israël s'est abstenue de représailles à la suite des attaques de missiles *Scud* irakiens, sont autant d'éléments ayant servi de catalyseur pour la normalisation des liens entre les deux pays. De plus, en tant que membre du Conseil de sécurité cherchant à être impliqué dans le processus de paix au Moyen-Orient, la RPC avait bien conscience que sans relations diplomatiques pleines et entières avec Jérusalem, Israël refusera simplement de reconnaître Pékin comme pouvoir légitime.

## Les relations bilatérales depuis 1992

En 1992, Israël et la Chine ont établi de pleines relations diplomatiques. Après l'ouverture des ambassades à Pékin et à Tel-Aviv, les liens économiques et commerciaux entre les deux pays se sont développés, d'abord modérément puis à un rythme plus rapide. Les technologies israéliennes dans des domaines de pointe tels que les industries chimiques, les communications, l'optique médicale ou encore l'agriculture furent exportées vers la Chine continentale. Le commerce sino-israélien, dont environ trois-quarts sont le fait des exportations chinoises en Israël, a augmenté de manière assez impressionnante en 2006, atteignant près de 3,8 milliards de dollars. En 2008, ce chiffre grimpa à 5,53 milliards de dollars, diamants inclus, catapultant la Chine à une position importante parmi les partenaires commerciaux d'Israël. En 2009, bien qu'affecté par la crise financière globale, le commerce n'avait baissé que de dix-sept pour cent, à un niveau de l'ordre de 4,5 milliards, diamants compris, et montra un prompt rétablissement en 2010 avec une croissance de quarante-huit pour cent, jusqu'à 6,78 milliards de dollars. En 2011, ce chiffre augmenta de dix-neuf pour cent et en 2012 de trente-deux pour cent, par rapport à 2010. Le chiffre de 2013 est estimé à 8 milliards de dollars<sup>20</sup>. Les importations en Israël augmentèrent de 5,4 milliards en 2011, et les exportations de ce pays à destination de la Chine atteignirent les 2,7 milliards de dollars<sup>21</sup>.

Le commerce chinois exclut les échanges avec Hong Kong, même si une grande partie est redirigée vers le continent. Ainsi, les chiffres réels du commerce sont plus élevés que ceux officiellement annoncés. Les précédents chiffres n'incluent pas les lucratives ventes d'armes d'Israël à la Chine. Durant la Guerre froide, dans les années 1970 et jusqu'au début des années 1980, ces ventes, selon des observateurs extérieurs, s'élevèrent jusqu'à 3-4 milliards de dollars. Clairement, cette tendance ne pouvait pas perdurer du fait de la pression exercée sur Israël par l'administration américaine<sup>22</sup>.

Heureusement pour Israël, les intérêts chinois dépassent le seul registre militaire ; en conséquence, les perspectives existent pour des échanges commerciaux civils. La Chine est intéressée à l'accès continu à des technologies de pointe israéliennes, notamment dans les domaines de l'agriculture, des télécommunications et de la défense. Le *Global Environmental Services* d'Israël fut impliqué dans un projet de purification d'eau d'une valeur de cinq millions de dollars dans la Mongolie intérieure chinoise. La Chine manifeste également un intérêt pour les technologies liées à l'énergie solaire.

Les principales exportations israéliennes à destination de la Chine ont lieu dans le domaine des hautes technologies. Plusieurs sociétés bien établies ont pénétré le marché chinois. Comme pour d'autres pays, l'entrée sur ce marché n'a pas

toujours été aisée pour les sociétés israéliennes ; en fait, les sommes d'argent perdues par les sociétés israéliennes en Chine n'ont pas encore été évaluées.

À certains moments, Israël fut le deuxième plus grand fournisseur d'armements à la Chine après la Russie, alimentant Pékin avec un spectre d'armements comprenant aussi bien des composants électroniques pour la communication entre chars d'assaut que des équipements optiques, des aéronefs ou des missiles. Outre les retombées économiques, Israël espérait également que ses ventes de technologies militaires ne soient pas revendus aux ennemis d'Israël au Moyen-Orient tel que prévu par l'accord entre les deux pays. Toutefois, cet arrangement a fait peser des pressions considérables sur les relations américano-israéliennes, notamment parce qu'Israël reçoit des États-Unis une aide plus importante que tout autre pays au monde. Depuis 1992 en effet, le gouvernement américain a exprimé des inquiétudes au sujet du transfert vers la RPC de technologies militaires, soient-elles des technologies israéliennes originales ou des technologies dérivées américaines. Cette préoccupation fut notamment médiatisée dans le cas du *Patriot Air and Missile Defense System*, du chasseur *Lavi*, et des aéronefs *Phalcon* et *Harpy*<sup>23</sup>. Concernant les transactions relatives aux missiles *Patriot*, les suspicions américaines n'ont jamais été confirmées et furent constamment et fermement niées par Israël.

Le manque d'accès de la RPC à l'équipement électronique et de collecte d'information avancé a longtemps handicapé les forces armées chinoises. Au milieu des années 1990, Israël a accepté de vendre à la Chine le système radar aéroporté performant de conception israélienne *Phalcon*, au prix unitaire de 250 millions de dollars. Ce système aéroporté de détection et de contrôle renforcé, aéronef de surveillance radar d'alerte avancée, allait permettre aux forces chinoises de collecter des renseignements et de contrôler l'aéronef à distance. Toutefois, la décision d'Israël de vendre l'aéronef à la RPC a suscité de fortes inquiétudes au Pentagone. L'administration Clinton a d'abord incité Israël à annuler la livraison et à limiter les autres ventes d'armes à l'armée chinoise avant d'exercer une pression plus appuyée sur Jérusalem.

Finalement, en juillet 2000, malgré les assurances répétées à la Chine selon lesquelles il honorerait sa promesse de vente du *Phalcon* en dépit des pressions exercées par Washington, Israël a annulé la transaction. L'annonce de l'annulation eut lieu après la visite de Jiang Zemin en Israël en avril 2000, en dépit des garanties du premier ministre israélien Ehud Barak que la transaction allait se réaliser. Sans surprise, le non-respect de la promesse par Israël et la profonde humiliation du dirigeant chinois ont conduit à une rupture diplomatique entre Jérusalem et Pékin.

L'échec du *Phalcon* suscita de vifs débats en Israël. Officiellement, Israël a affirmé que Washington n'avait pas été suffisamment clair quant à son objection à la transaction. Du point de vue de Jérusalem, là était l'origine du malentendu avec l'administration américaine. Finalement, Israël paya 319 millions de dollars à la Chine, en remboursement du versement déjà effectué et comme compensation à l'annulation de la transaction. Le montant convenu par les parties fut en réalité une échappatoire pour Israël, compte tenu de la demande initiale de Pékin qui portait sur 630 millions de dollars en frais et 630 autres millions de dollars en guise de compensation indirecte, soit un total de 1,26 milliards de dollars, montant qu'Israël aurait été dans la quasi-impossibilité de payer.

Comme le *Phalcon*, le drone israélien *Harpy*, un aéronef d'assaut téléguidé, était le produit exclusif de la technologie israélienne. Comme le *Phalcon*, l'*Harpy* pouvait être inestimable pour la Chine continentale dans le détroit de Taiwan, et à Taiwan même. Il semblerait qu'aussi bien les États-Unis que la Chine avaient pris du retard face à Israël du point de vue de la technologie utilisée pour ce drone. En 1994, Israël vendit les *Harpy* à Pékin et en 2004 et 2005, les deux États signèrent un contrat pour l'entretien et la réparation des drones, ou de leurs éléments, qui en effet arrivaient en Israël à cette fin.

Le Pentagone s'y est opposé quoique cela ait fait partie du contrat conclu entre Jérusalem et Pékin. Les Américains croyaient qu'Israël visait non seulement à réparer l'aéronef *Harpy* mais également de le moderniser bien qu'Israël l'avait réfuté. À la fin de l'année 2004, le conseiller d'État Tang Jiaxuan se rendit en Israël. Cette visite, la première d'un haut responsable depuis l'affaire *Phalcon*, renforça les suspicions américaines à l'égard des relations sino-israéliennes et suscita l'opposition à la transaction *Harpy*. Là encore, la sécurité de Taiwan était la principale inquiétude de Washington. Les Américains exigèrent qu'Israël ne retourne pas les *Harpy* à la Chine bien qu'ils soient, sans aucun doute, propriétés chinoises. Finalement, il n'était pas du tout clair si Israël a rendu les *Harpy* sans en avoir assuré l'entretien ou les aéronefs n'ont jamais été restitués. Quoi qu'il en soit, Jérusalem accepta de payer à la Chine des montants considérables en guise de compensation. En outre, au début septembre 2005, le directeur général du ministère de la Défense israélien, Amos Yaron, démissionna suite à la demande des Américains. Bien que le ministre israélien des Affaires étrangères d'Israël, Silvan Shalom, exprima ses regrets pour cette affaire, l'épisode *Harpy* réduira les relations américano-israéliennes au plus bas depuis l'affaire de l'espion israélien, Jonathan Pollard, vingt ans plus tôt.

Des règles explicites concernant le transfert de technologies à la Chine ont depuis été convenues ou, plus précisément, dictées à Israël par Washington. De plus, les Américains ont imposé des restrictions sur les exportations israéliennes à

destination de la Chine d'équipements de grandes et petites dimensions et de composants pouvant avoir des applications militaires et civiles, à double usage. Selon des sources chinoises, les nouvelles réglementations entravent grandement les exportations civiles vers la Chine puisque toutes les pièces doivent être examinées, vérifiées, et doublement contrôlées pour s'assurer de leur conformité avec les exigences américaines avant qu'elles ne soient expédiées vers la Chine continentale. En dépit de scrupuleuses vérifications de conformité, aucune garantie n'existe au respect des contrats, et les Chinois sont incertains quant à la conclusion de ces transactions. Par ailleurs, Pékin peut imposer des sanctions aux entreprises israéliennes non seulement sur le continent mais également à Hong Kong. Cela en effet serait également un coup dur pour les exportations israéliennes vers d'autres parties du monde car d'autres pays pourraient avoir des incertitudes quant à un possible embargo américain, ce qui pourrait sérieusement préjudicier les exportations israéliennes.

Les relations améliorées entre Israël et la RPC n'ont pas dissuadé Pékin d'exporter des armements à de potentiels ennemis d'Israël comme l'Irak et l'Iran. En réalité, la Chine a pleinement profité des hostilités prolongées entre les états du Golfe, une pratique qui a longtemps perduré sous différentes formes. En effet, et notamment à la lumière de la seconde guerre du Liban, il devint clair qu'une nouvelle réalité est née pour ce qui est de la Chine, d'Israël et du Moyen-Orient. La RPC est actuellement à l'avant-garde de la technologie militaire. De plus, Israël est préoccupé par la vente et le transfert d'armements chinois avancés vers des organisations non-étatiques, gravement dramatisés par un incident le 14 juillet 2006<sup>24</sup>. Un missile tiré par le Hezbollah au début de la guerre du Liban a endommagé au large de ce pays le navire de guerre israélien *Hanit*, un bâtiment de classe *Saar 5*, tuant quatre marins des Forces de défense israéliennes. Il fut présumé que des troupes d'élite iraniennes avaient aidé à tirer un missile antinavire C-802 *Silkworm* de conception chinoise pouvant être lancé aussi bien depuis le sol que depuis la mer, vendu à l'Iran une décennie auparavant.

Les signes d'une certaine accalmie voire même d'une régression dans les relations sino-israéliennes s'ensuivirent dans la foulée de deux extraordinaires succès : la visite de l'Orchestre philharmonique israélien à Pékin en 1995 et l'exposition consacrée à la Chine traditionnelle et hébergée, pour une durée de quatre mois, par le Musée d'Israël à Jérusalem en 2001. Cette exposition était sans précédent compte tenu du nombre d'objets originaux apportés de Chine pour l'occasion. Sur le lieu de l'exposition, un festival d'art fut organisé comprenant scènes d'opéra, acrobaties, danse et autres activités traditionnelles.

À l'automne 2000, il a été prévu qu'une exposition sur la vie d'Albert Einstein soit présentée dans cinq villes chinoises<sup>25</sup>. Elle fut finalement annulée lorsque

le ministère de la Culture chinois insista pour que trois éléments de la biographie du célèbre physicien soient occultés : le fait qu'Einstein était juif, qu'il avait soutenu la création de l'État hébreu et que le premier ministre israélien l'avait invité à devenir le deuxième président du pays, fonction que le professeur, âgé, déclina. Face à un regain des tensions israélo-arabes, la Chine a peut-être manqué de motivation pour détourner le barrage des critiques arabes qui auraient inévitablement suivi une exposition mettant en exergue les liens entre Einstein et l'État hébreu.

Néanmoins, Israël et la Chine restent attachés à la coopération dans le domaine des technologies avancées. Au même moment que la transaction *Phalcon* était annulée et que se déroulait l'impasse Einstein, la Chine signait un accord d'une valeur presque égale au contrat *Phalcon* pour des satellites HK1 et 2 de fabrication israélienne afin de retransmettre les Jeux olympiques de Pékin de 2008. Cela fut un bon exemple de la capacité de la Chine à faire la distinction entre ses échanges économiques et diplomatiques. Cet aspect du comportement et de la mentalité chinois explique les apparentes disparités de cette relation, comme les critiques croissantes dans les cercles officiels des politiques israéliennes à l'égard de l'autorité palestinienne à côté de la conclusion d'impressionnants contrats financiers avec des entreprises israéliennes en vue de la fourniture d'équipements de haute technologie.

Dans l'ensemble, entre 2002 et l'affaire *Harpy* en 2005, les relations bilatérales et les liens commerciaux entre les deux pays se sont poursuivis normalement. Une mission militaire israélienne se rendit en Chine, et une mission chinoise visita Israël ; le vice-premier ministre chinois effectua une visite en Israël, et les membres de la *Knesset* israélienne visitèrent la Chine ; un centre de recherche sur les zones arides sino-israélien continua ses études collaboratives ; et des projets de recherche conjoints furent poursuivis dans la province la plus à l'ouest de Chine.

En 2013, les liens dans l'éducation et universitaires entre les deux pays avaient sans nul doute fait leurs preuves. Des étudiants chinois étudient et conduisent leurs recherches dans des universités locales. À l'Université de Tel-Aviv, par exemple, l'Institut Confucius est actif non seulement dans la recherche académique mais également dans l'enseignement de la langue chinoise aux membres de la communauté, y compris aux étudiants. Un nombre croissant d'étudiants israéliens voyagent en Chine et étudient dans différentes provinces, s'exposant à la langue et à la culture chinoises comme à des disciplines spécifiques, dont la médecine chinoise. Les divers programmes d'échange entre les deux pays et entre leurs institutions académiques respectives témoignent en effet de résultats constructifs et productifs. Il ne fait aucun doute que tant au niveau officiel que populaire, la connaissance mutuelle des deux sociétés se renforce d'une manière impression-

nante. Une caractéristique manifeste à cet égard tient aux chiffres croissants de livres chinois, notamment des romans et des traductions de philosophie classique, qui ont été présentés aux lecteurs hébreux. De la même manière, des travaux israéliens relatifs au judaïsme, à l'histoire du peuple juif, à la littérature israélienne moderne, comme au Moyen-Orient ont été traduits en chinois et sont diffusés dans les cercles intellectuels. Les sites internet chinois consacrés à Israël et au conflit israélo-arabe sont devenus assez courants.

### Prendre pied au Moyen-Orient

Le mois de septembre 2000 vit le déclenchement de la deuxième *intifada*. Comme la majeure partie du monde, le gouvernement chinois fut et est encore parfaitement conscient de la menace que constitue le terrorisme global. Ainsi, même s'il a commencé à accorder un soutien plus large à la cause palestinienne et à être plus critique à l'égard des actions israéliennes dans les territoires palestiniens, Pékin avait conscience de ses propres problèmes avec sa population *Ouïghour*, une minorité essentiellement musulmane de la province Xinjiang, et la menace terroriste qui y est associée<sup>26</sup>. Début juillet 2009, d'importantes émeutes éclatèrent à Ürümqi, la capitale de cette province reculée du nord-ouest. Après la mort d'environ deux cents personnes et près de mille huit cent autres blessées, le gouvernement imposa un couvre-feu dans la majeure partie des zones urbaines et limita les services de téléphonie mobile et d'Internet. Même avant la crise de juillet, certains cercles palestiniens firent des déclarations selon lesquelles le Xinjiang était un territoire *occupé*. La Chine sait que défendre un droit strict à l'autodétermination pour les Palestiniens et les Arabes d'Israël pourrait bien se retourner contre elle et affecter la situation délicate dans le Xinjiang et au Tibet, une autre province problématique pour Pékin.

Dans l'ensemble, début 2006, suite à la victoire du Hamas aux élections législatives dans l'Autorité palestinienne et à l'intense inquiétude des États-Unis que suscitent le programme nucléaire iranien et une course aux armements au Moyen-Orient, la politique chinoise a fait preuve d'une relative modération sur ces questions. La Chine était préparée d'accommoder les nouveaux dirigeants de Gaza et le gouvernement de Téhéran, mais, dans le même temps, elle s'impliqua de plus en plus dans le conflit arabo-israélo-palestinien et dépêcha des troupes dans une mission de maintien de la paix au Liban, rejoignant les observateurs de l'ONU.

Une autre illustration de la politique chinoise au Moyen-Orient est la visite qu'y a effectuée l'ancien ministre des Affaires étrangères Yang Jiechi fin avril 2009. Au cours de ses discussions, il a appelé à des progrès dans le processus de paix au Moyen-Orient. « Nous appelons toutes les parties impliquées dans cette situation

à prendre des mesures positives et suscitant la confiance en vue de la stabilisation, et à préparer la voie pour la reprise des pourparlers israélo-palestiniens », a affirmé Yang lors d'une conférence de presse après avoir rencontré le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Il a également offert une perspective plus complexe de la scène plus étendue du conflit et a affirmé que la Chine aimerait que les négociations de paix entre Israël et le Liban et entre Israël et la Syrie soient lancées dès que possible<sup>27</sup>.

Lors de son entrevue avec le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, Yang Jiechi a à nouveau présenté la politique de la Chine affirmant que son pays était prêt à offrir une assistance pour faire progresser les négociations de paix israélo-palestiniennes. En effet, comme l'observait le diplomate chinois, son pays espérait jouer un rôle constructif dans la résolution du problème au Moyen-Orient<sup>28</sup>.

Le 26 avril 2009, alors qu'il se trouvait à Damas, témoignant de l'intérêt de la Chine à tenir un rôle actif dans la région, Yang soumit une proposition en cinq points pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient. « En tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine continuera à maintenir une communication et une coordination étroites avec les parties concernées afin de jouer un rôle constructif sur la voie d'une solution globale, juste et durable à la situation au Moyen-Orient », a-t-il déclaré après avoir présenté la proposition<sup>29</sup>.

En dépit des déclarations et de la présence de son envoyé spécial, la contribution de la Chine au Moyen-Orient fut jusqu'à récemment à peine perceptible. Sa position par défaut est dans une grande mesure pro-arabe compte tenu de ses intérêts énergétiques et de positions politiques et idéologiques traditionnelles des pays du tiers monde. Il semble que la dépendance du pétrole du Moyen-Orient soit considérable<sup>30</sup>. Il n'est donc pas étonnant que la Chine ait dans l'ensemble adopté une politique conciliante à l'égard du monde arabe et de Téhéran. Certains affirment même que le pouvoir géopolitique de ce pays reposerait de plus en plus sur l'accès aux importantes réserves de pétrole du Moyen-Orient. Un autre élément intéressant tient au fait que nombre d'états moyen-orientaux et africains vendant du pétrole ou des concessions pétrolières à la Chine sont des acheteurs d'armements chinois. Les ventes d'armes ont donné à la Chine une occasion de prendre pied dans la région et peut-être, d'un point de vue stratégique, de développer des liens sur le long terme afin d'assurer ses intérêts énergétiques croisés<sup>31</sup>.

Toutefois, au début de la deuxième décennie des années 2000, il était possible de noter une relative amélioration des relations sino-israéliennes en termes de défense et de sécurité. Entre le 12 et le 16 juin 2011, le ministre israélien de la Défense Barak s'est rendu en Chine, première visite du genre de plus d'une décen-



nie. Ce fut sans aucun doute une évolution importante dans les relations sino-israéliennes depuis 2000. Barak rencontra son homologue chinois, le chef d'état-major, et le vice-premier ministre, et fit une visite officielle sur quelques sites militaires. En dépit de l'absence de toute indication selon laquelle des accords concrets auraient été conclus en matière de ventes d'armements ou de transfert de technologies militaires, il convient de noter que trois semaines après la visite de Barak, il est apparu que les industries israéliennes participeraient à un appel d'offre international sur la création d'une usine devant fabriquer des avions à Chengdu, capitale de la province de Sichuan. À cet appel d'offre, initié par la Coopération des industries aéronautiques chinoises, participèrent des sociétés canadiennes et américaines ainsi qu'israéliennes.

Le 14 août 2011, Chen Bingde, le chef d'état-major chinois, arriva en Israël et y rencontra le président Shimon Peres, le premier ministre Netanyahu, le ministre de la Défense Barak, et Benyamin « Benny » Gantz, chef d'état-major des Forces de défense israéliennes<sup>32</sup>. Des questions stratégiques, la collaboration dans divers domaines technologiques entre les deux pays et l'appel d'offre international furent très vraisemblablement évoqués.

On peut affirmer que l'été 2011 constitua un tournant dans les relations sino-israéliennes. Cette tendance continua en 2012 et en 2013 en dépit des critiques acerbes de Pékin au sujet de l'opération militaire *Pilier de défense* menée par Israël en novembre 2012 à Gaza. En août 2012, le destroyer lance-missile *Qingdao*, la frégate lance-missile *Yantai* et le navire d'approvisionnement *Weishan Lake* de la 11<sup>e</sup> flotte d'escorte navale chinoise arrivèrent dans le port d'Haïfa au nord d'Israël pour une visite amicale de quatre jours<sup>33</sup>. C'était la première fois que des navires militaires chinois visitaient Israël. Les représentants d'Israël ont également visité la Chine, notamment en juillet 2013, lorsque Naftali Bennett, ministre de l'Industrie, du commerce et du travail rencontra des dirigeants chinois tel que le directeur adjoint de la Commission nationale pour le développement et la réforme. En tant qu'ancien entrepreneur lui-même, Bennett tenta de résoudre la question sensible des entreprises étrangères en Chine et d'aider les sociétés israéliennes à entrer sur le marché chinois<sup>34</sup>. Avant cette visite, le premier ministre Netanyahu s'était rendu en Chine au mois de mai, il s'agissait de la première visite d'un premier ministre israélien depuis celle d'Ehud Olmert en 2007. Netanyahu rencontra le premier ministre Li Keqiang, et les deux leaders décidèrent de mettre en place un groupe de travail pour étudier la coopération bilatérale économique et sociale. Ils signèrent également des documents de coopération dans des domaines tels que l'agriculture, la technologie, la finance et l'éducation<sup>35</sup>. Netanyahu réitéra l'idée selon laquelle la Chine fut un moteur essentiel pour la croissance économique continue d'Israël :

« Nous n'avons pas besoin de rivaliser... Si nous unissons, nous pouvons avoir une position compétitive dominante dans le monde<sup>36</sup> ».

Au cours de la visite du premier ministre israélien, Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, fit son propre tour de Chine. Les Chinois montrèrent ainsi clairement qu'ils n'allaient plus laisser le processus de paix au Moyen-Orient entre les seules mains des États-Unis et de l'Europe. Les nouveaux leaders, Li et Xi, semblent avoir adopté un subtil changement dans leur politique étrangère, changement qui permettrait à la Chine d'émerger non plus seulement comme une puissance économique de premier plan mais également comme une autorité diplomatique marquante. Ainsi, la Chine devrait aborder des questions sensibles, notamment celles relatives au conflit israélo-palestinien, et maintenir de bonnes relations tant avec Israël qu'avec la Palestine. L'idée de Pékin, qui ne s'est jamais concrétisée, consistant à organiser une rencontre entre les deux dirigeants lors de leur présence commune sur le sol chinois, semble être un indicateur clair de ses futures démarches. Fait intéressant, la visite de Netanyahu a été semble-t-il précédée par des frappes israéliennes contre des sites militaires syriens. Afin de ne pas porter préjudice à la visite, la porte-parole chinoise Hua Chunying a formulé des critiques modérées à propos des frappes tout en évitant de désigner Israël. Xi et Li ont, quant à eux, souligné au cours de leurs entrevues avec Netanyahu la nécessité de créer les conditions souhaitables permettant la reprise des négociations entre les deux parties afin que la paix puisse progresser dans l'ensemble de la région<sup>37</sup>.

Le changement de cap de Pékin en matière de politique étrangère pourrait avoir son propre effet sur les relations traditionnellement cordiales entre Washington et Jérusalem. Suite à la visite de Netanyahu, il fut avancé que celui-ci avait succombé à la pression exercée par Pékin et empêché un ancien responsable du renseignement israélien, Uzi Shaya, de témoigner dans un certain procès qui allait avoir lieu à New York. L'affaire impliquait la *Bank of China*, par laquelle aurait apparemment transité de l'argent liquide utilisé pour une attaque terroriste palestinienne au cours de laquelle un ressortissant américain avait été tué. Les parents de la victime ont décidé de poursuivre la banque, le gouvernement israélien leur ayant assuré que des dirigeants d'Israël témoigneraient lors du procès. Les autorités chinoises ont probablement menacé d'annuler la visite de Netanyahu à moins qu'il n'empêche ces témoignages cruciaux.

Selon certains analystes, à une époque où les relations entre Pékin et Washington semblaient tendues sur des questions de cyber sécurité et de vol de propriété intellectuelle, Netanyahu fit le choix de la Chine. Les sénateurs américains et la famille de la victime ont naturellement critiqué sa décision, mais à ce jour il ne fut pas demandé à Israël de payer un réel prix pour cet incident. Les dirigeants chinois ont présenté la visite de Netanyahu comme « déterminant la direction que

la relation [sino-israélienne] prendra au cours des prochaines années, élevant les liens à un niveau supérieur<sup>38</sup> ». Les questions devant être posées portent sur le fait de savoir si Jérusalem n'avait pas de nouveau suivi le mauvais chemin, celui qui avait été emprunté lors des fiascos des ventes d'armes une décennie auparavant. Le fait que les Chinois n'aient montré aucun intérêt pour la résolution pacifique de ce différend et qu'ils aient dicté leur ligne à Israël est-il un indicateur de la suite ? La nouvelle ligne, plus engagée, qu'a adopté la politique étrangère chinoise est-elle un symptôme d'un coût autoritaire, assertif et exigeant ?

### Perspectives internationales et futures

Avant que n'éclate la crise financière mondiale, des historiens chinois ont étudié la montée et le déclin des grandes puissances telles que l'Espagne, la Grande-Bretagne impériale et même les États-Unis. Une version mise à jour de leur recherche fut présentée aux membres du Politburo du parti communiste chinois et diffusée à la télévision sous forme de série en douze épisodes. Après tout, la Chine est elle-même devenue un empire, mais sans colonies, et une puissance internationale majeure bien que l'opinion publique internationale n'a pas encore internalisé ce développement. La Chine a amassé des réserves de devises, et si Pékin venait, par exemple, à décider de transférer une grande partie de ses investissements dans des holdings ayant des capitaux en euros, et ce de manière prudente et réfléchie, les dommages pour l'économie américaine pourraient être considérables. La Chine est en effet devenue un facteur important susceptible d'influencer le sort de la première puissance mondiale, pour ne pas mentionner d'autres pays.

Après la fin de la Guerre froide, il est devenu évident que le système international bipolaire n'existait plus et que les États-Unis, l'unique superpuissance, maintenaient une position hégémonique inébranlable depuis près de deux décennies. Cette croyance commune ne semble pas avoir pris en considération la *montée tranquille* de la Chine (*heping jueqi*), perceptible notamment avant l'actuelle crise financière globale.

Ainsi, en ce qui concerne la grande stratégie d'Israël, la performance économique-financière de la Chine et la perspective d'une montée stratégique tangible, globale, diplomatique devrait conduire à des réflexions approfondies sur les futures priorités de son orientation globale. Par ailleurs, la tendance qu'a la Chine à rechercher la coopération scientifique et technologique, voire des accords de sécurité multilatéraux avec des pays comme Israël qui sont considérés comme étant des alliés des États-Unis, pourrait être une véritable source de discorde entre ces derniers et la

Chine. C'est seulement lorsque les répercussions se feront ressentir au Moyen-Orient que ces questions deviendront urgentes pour Israël.

Si l'appétit de la Chine pour les ressources naturelles venait à connaître une nouvelle croissance, cela pourrait à nouveau susciter une profonde inquiétude à Washington et conduire à un tournant dangereux voire historique avec des conséquences pour Israël et le Moyen-Orient. En effet, historiquement, les affrontements entre deux puissances en quête d'espace vital, ou engagées dans une bataille pour la survie, peuvent avoir des issues malheureuses. Tout comme dans la période critique de la guerre de Corée, Israël pourrait se retrouver dans une situation avec des implications formatives et de grande envergure.

Israël revient de loin depuis la fin des années 1970 lorsque son ministre des Affaires étrangères, confronté aux restrictions budgétaires, décida de fermer les missions israéliennes à Hong Kong et en Corée du sud. À cette époque, l'orientation euro centrée de ce pays était tellement forte que l'affectation d'un diplomate supplémentaire à Paris ou à New York était considérée comme nettement plus pressante que le fait de maintenir des délégations dans les pays émergents d'Asie de l'est.

Un consulat général fut ouvert à Guangzhou en mars 2009 afin de renforcer la coopération entre Israël et quatre provinces importantes du sud-est de la Chine, Guangdong, Guangxi, Fujian et Hainan, totalisant près de 220 millions d'habitants sur une superficie trente fois la superficie d'Israël. Une nouvelle mission consulaire est prévue à Chengdu. Des mesures telles que le renforcement de la coopération dans l'agriculture et la technologie à des fins pacifiques et la promotion du tourisme chinois en Israël devraient doubler si ce n'est tripler le volume des échanges commerciaux sino-israéliens. Ces mesures semblent nécessaires au regard des limitations des exportations israéliennes stratégiques vers la Chine actuellement imposées par les États-Unis. Ces dernières, ainsi que de possibles sanctions imposées aux entreprises israéliennes par Pékin, dans des conditions spécifiques, pourraient constituer un coup dur également pour les exportations israéliennes dans le reste du monde. En conséquence, les perspectives d'un échange commercial sino-israélien renforcé sont loin d'être assurées, et les espoirs nourris par Jérusalem à l'égard des relations commerciales bilatérales pourraient ne pas se matérialiser.

Un changement de cap drastique de la part de Jérusalem vis-à-vis de la Chine pourrait être perçu comme un mouvement peu judicieux et prématuré mettant en danger ce dont dispose Israël, à savoir la sympathie et le soutien de Washington. Pour ce qui est de la déception à l'égard des échanges commerciaux avec la Chine, il peut de nouveau être souligné que, compte tenu des contraintes rigides imposées par l'administration américaine à la suite des affaires *Phalcon* et *Harpy*, Jérusalem

se trouve dans une position impossible et doit continuer à accepter sans condition les demandes/requêtes américaines. Néanmoins, la question reste de savoir si des mesures plus imaginatives et créatives devraient être tentées.

Du point de vue chinois, de meilleures relations avec Israël et le peuple hébreu risquent de mettre en lumière les difficultés que connaît le pays avec sa minorité musulmane, une question rappelant les relations qu'Israël eut par le passé avec l'Inde. Il est probable que de fortes relations sino-israéliennes mettraient également en danger les relations de la Chine avec le monde musulman au sens large et ralentiraient sa dépendance croissante aux producteurs de pétrole du Moyen-Orient. D'autre part, des liens plus étroits entre la Chine et Israël pourraient s'avérer bénéfiques pour les relations sino-américaines.

Compte tenu des faits et de la thèse présentés dans cet article, et en dépit des différentes contraintes, il semble que des mesures importantes doivent être prises afin d'améliorer encore les relations sino-israéliennes et de permettre à Jérusalem de bénéficier de relations toujours plus étroites avec Pékin. Israël devrait essayer de mettre progressivement en place une politique nouvelle et prudente à l'égard de la Chine. Ses décideurs doivent intérioriser la situation globale émergente, notamment à la lumière du possible scénario selon lequel non pas une mais deux, ou trois, puissances hégémoniques seront présentes sur la scène internationale. En effet, dans le monde bipolaire, ou tripolaire, émergeant, la Chine sera un acteur majeur.

Comme déjà mentionné, il semble qu'Israël devrait périodiquement réévaluer sa politique globale à l'égard de la Chine. S'il peut sans doute s'attendre à une croissance de ses exportations de produits et technologies civils vers la RPC, le renouvellement des exportations de matériel militaire est improbable, du moins dans un avenir prévisible. Même l'exportation de produits à double usage apparaît difficile. Jérusalem devrait également conduire une analyse approfondie et voir si tous les efforts requis ont été réalisés afin de renforcer les échanges commerciaux avec la Chine. L'élimination des contraintes administratives relatives au commerce avec la Chine est particulièrement urgente. Par ailleurs, des mesures concrètes doivent être prises afin de consolider les sentiments pro-israéliens encore caractéristiques principalement aux intellectuels chinois et à de larges cercles de l'opinion publique chinoise. Les Israéliens devraient approcher de jeunes Chinois prometteurs, dans différents domaines, susceptibles de devenir le futur réservoir de dirigeants chinois au niveau national comme régional et chercher à instaurer une collaboration plus étroite et une amélioration dans des domaines *neutres*, dont l'agriculture et les sciences. Le renforcement des contacts informels, académiques et dans le domaine de la recherche avec des sphères concernées en Chine est également de première importance.

Une transformation calme mais importante a lieu à présent sur la scène internationale, et les décideurs à Jérusalem doivent la prendre en compte. Ils doivent entreprendre des mesures encore plus audacieuses pour s'approcher de Pékin même si cela peut parfois sembler irréalisable.

## Notes

1. Voir, par exemple, RIVLIN, Paul, « The Economic Melt-Down (1): America », *Tel Aviv Notes*, 28 octobre 2008.

2. Voir, par exemple, BURNHAM, Terry, « Economist Warns We're Unable to See the Coming Economic Collapse », *PBS Newshour*, 11 juillet 2013, [www.pbs.org/newshour/rundown/2013/07/ben-bernanke-as-easter-bunny-why-the-fed-cant-prevent-the-coming-crash.html](http://www.pbs.org/newshour/rundown/2013/07/ben-bernanke-as-easter-bunny-why-the-fed-cant-prevent-the-coming-crash.html) ; DURDEN, Tyler, « 40 States That Show the U.S. Economy's Real Collapse over the Past Decade » *Zero Hedge*, 18 juillet 2013, [www.zerohedge.com/node/476588](http://www.zerohedge.com/node/476588) ; et SNYDER, Michael, « The Biggest Ponzi Scheme in the History of the World », *The Economic Collapse* (blogue), 23 juin 2013, <http://theeconomiccollapseblog.com/archives/the-biggest-ponzi-scheme-in-the-history-of-the-world>.

3. Sont disponibles en ligne de nombreux articles et sources à ce sujet. Voir, par exemple, « China Must Protect Iran Even with WWII », *Press TV*, 22 janvier 2012 ; DORRAJ, Manochehr et COURRIER, Carrie L., « Lubricated with Oil: Iran-China Relations in a Changing World », *Middle East Policy* 15, no. 2, été 2008, pp. 66–80 ; MATHEWS, Gordon et YANG, Yang, « How Africans Pursue Low-End Globalization in Hong Kong and Mainland China », *Journal of Current Chinese Affairs* 41, no. 2, 2012, pp. 95–120 ; « Africa and China: More than Minerals », *Economist*, 23 mars 2013, [www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21574012-chinese-trade-africa-keeps-growing-fears-neocolonialism-are-overdone-more](http://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21574012-chinese-trade-africa-keeps-growing-fears-neocolonialism-are-overdone-more) ; KOLESKI, Katherine, *Backgrounder: China in Latin America*, Washington, DC : US-China Economic and Security Review Commission, 27 mai 2011, [http://origin.www.uscc.gov/sites/default/files/Research/Backgrounder\\_China\\_in\\_Latin\\_America.pdf](http://origin.www.uscc.gov/sites/default/files/Research/Backgrounder_China_in_Latin_America.pdf) ; et « China's Economic Rise Provides Mixed Benefits for Latin America », *News America Media*, 2011, <http://newamericamedia.org/2011/01/latin-america-divided-over-ties-with-china-growing-suspicious-over-chinese-presence-in-latin-america.php>.

4. « Russia Will Not Allow Libya-Style Military Intervention in Syria », *Middle East Online*, 1 novembre 2011, [www.middle-east-online.com/english/?id=48833](http://www.middle-east-online.com/english/?id=48833).

5. KLEIN, Aaron, « Syria 'Used Chinese Intel to Bomb' U.S. Arms Shipment », *WND*, 7 janvier 2013, [www.wnd.com/2013/07/syria-used-chinese-intel-to-bomb-u-s-arms-shipment/#Hzt8yqql4VJBYIwY.99](http://www.wnd.com/2013/07/syria-used-chinese-intel-to-bomb-u-s-arms-shipment/#Hzt8yqql4VJBYIwY.99).

6. « China », *International Monetary Fund*, consulté en avril 2013, [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/weodata/weorept.aspx?sy=2012&ey=2018&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&cc=924&cs=NGDPD%2CNGDPDPC%2CPPPDP%2CPPPPC%2CGGXWDG\\_NGDP&grp=0&a=&pr.x=41&pr.y=17](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/weodata/weorept.aspx?sy=2012&ey=2018&scsm=1&ssd=1&sort=country&ds=.&br=1&cc=924&cs=NGDPD%2CNGDPDPC%2CPPPDP%2CPPPPC%2CGGXWDG_NGDP&grp=0&a=&pr.x=41&pr.y=17).

7. « Report for Selected Countries and Subjects », *Fonds monétaire international*, consulté en avril 2013, [www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/weodata/weorept.aspx?sy=1980&ey=2018&sort=country&ds=.&br=1&pr1.x=40&pr1.y=0&cc=924&cs=NGDP\\_RPCH%2CPPPDP&grp=0&a=](http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/weodata/weorept.aspx?sy=1980&ey=2018&sort=country&ds=.&br=1&pr1.x=40&pr1.y=0&cc=924&cs=NGDP_RPCH%2CPPPDP&grp=0&a=)

8. Banque mondiale, consulté en août 2013, [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org) ; « Reserves of Foreign Exchange and Gold » ; *CIA World Factbook*, consulté en août 2013, [www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2188rank.html](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2188rank.html) ; et Fond monétaire international, consulté en août

2013, [www.imf.org](http://www.imf.org). « Selon les prévisions de Goldman Sachs, l'économie chinoise dépassera celle des États-Unis en 2027, et sera en 2050 près deux fois plus importante. Cela, ainsi que la montée de l'Inde, en particulier, baissera le rideau sur l'ère de l'Occident... À la place de l'universalisme occidental nous vivrons dans un monde de moins en moins familier dans lequel les cultures non-occidentales, et par dessus tout la Chine, seront les influences dominantes ». JACQUES, Martin, « Welcome to China's Millennium », *Guardian*, 23 juin 2009, [www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/jun/23/China-martin-jacques-economics](http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2009/jun/23/China-martin-jacques-economics).

9. CHANG, Gordon G., *The Coming Collapse of China*, New York : Random House, 2001.

10. *Id.*, p. xviii.

11. MADHUKAR, Shukla, « A World Deceived by 'Numbers/Facts,' », *Alternative Perspective* (blogue), 11 août 2005, <http://alternativeperspective.blogspot.com/2005/08/world-deceived-by-numbers-facts.html>.

12. « China: Population below Poverty Line », *Index Mundi*, consulté en août 2013, [www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=ch&v=69](http://www.indexmundi.com/g/g.aspx?c=ch&v=69).

13. Voir ROUBINI, Nouriel, « China's Bad Growth Bet », *Project Syndicate*, 14 avril 2011, [www.project-syndicate.org/commentary/roubini37/English](http://www.project-syndicate.org/commentary/roubini37/English). Pour plus de prévisions pessimistes concernant la Chine, voir, par exemple, SHILLING, A. Gary, « Why China's Heading for a Hard Landing, Part 3 », *Bloomberg*, 28 juin 2011, [www.bloomberg.com/news/2011-06-28/shilling-why-china-is-heading-for-a-hard-landing-pt-3.html](http://www.bloomberg.com/news/2011-06-28/shilling-why-china-is-heading-for-a-hard-landing-pt-3.html).

14. « China Still Has 200 Million Poor below Poverty Line », *Economic Times*, 31 décembre 2012, [http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-12-31/news/36079605\\_1\\_wealth-gap-li-keqiang-poverty-line](http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-12-31/news/36079605_1_wealth-gap-li-keqiang-poverty-line).

15. « China Road Map », *Groupe indépendant d'évaluation (IEG) de la Banque mondiale*, consulté en août 2013, <https://ieg.worldbankgroup.org/ieg-search?keys=CHINA%20ROAD%20MAP%202030>.

16. Cette partie est basée sur de nombreuses sources primaires et secondaires, dont les ministères des Affaires étrangères israélien et chinois ainsi que SHAI, Aron, « China and Israel—Strange Bedfellows, 1948–2006 », in *China and Antiterrorism*, ed. SHEN, Simon, New York : Nova Science Publishers, 2007, pp. 147–62 ; et SHAI, Aron, *Israel and China* (à paraître).

17. En 1987, le gouvernement israélien décida d'encourager des relations commerciales avec la Chine, et Amos Yudan fut élu pour conduire cette opération en créant COPECO, une société commerciale à Hong Kong. Cette dernière a grandement contribué à l'établissement ultérieur de relations commerciales entre les deux pays.

18. Le T59 est une version chinoise de l'omniprésent char soviétique T-54A. Il constitua la pièce maîtresse de l'armée chinoise jusqu'au début des années 2000.

19. Elle fut dirigée par le prof. Joseph Shalhevet (nommé en 1990). En 1992, lorsque les relations diplomatiques avec la RPC furent établies, il devint attaché culturel d'Israël. Le consulat général d'Israël à Hong Kong, dirigé par Reuven Merhav, a grandement contribué à préparer le terrain pour l'établissement des relations diplomatiques sino-israéliennes.

20. Selon Naftali Bennett, le ministre de l'Industrie, du commerce et du travail, au cours de sa visite en Chine. Voir le site internet du ministère israélien de l'Industrie, du commerce et du travail, consulté en août 2013, [www.moital.gov.il/NR/exeres/D46E2959-B545-4D7E-9DFD-239906B520C9.htm](http://www.moital.gov.il/NR/exeres/D46E2959-B545-4D7E-9DFD-239906B520C9.htm).

21. Voir, par exemple, IsraelTrade.org, [www.israeltrade.org.cn](http://www.israeltrade.org.cn) ; Tamas.gov, [www.tamas.gov.il](http://www.tamas.gov.il); et les notes de service envoyées à l'auteur par le représentant au commerce en Chine, ambassade d'Israël, Pékin, 8 août 2008 et mars 2009.

22. En effet, les échanges commerciaux entre la Chine et Israël entre janvier et avril 2009 ont baissé de dix-huit pour cent comparé à la même période en 2008. Institut israélien d'Exportation et de Coopération internationale, consulté le 7 juillet 2011, [www.export.gov.il/eng/HomePage/](http://www.export.gov.il/eng/HomePage/).

23. En ligne sont disponibles de nombreuses références sur cette question. Pour un résumé et une certaine interprétation, voir SHAI, « *China and Israel* ».

24. Ministère des Affaires étrangères israélien, 15 juillet 2006, [www.mfa.gov.il/MFA/Terrorism](http://www.mfa.gov.il/MFA/Terrorism).

25. Voir, par exemple, SHAI, « *China and Israel* ».

26. Pour plus de détails sur le Xinjiang dans ce contexte, voir, par exemple, MACKERRAS, Colin, « Xinjiang and the War against Terrorism », in SHEN, *China and Antiterrorism*, pp. 91–112 ; et SHICHOR, Yitzhak, *Ethno-Diplomacy: The Uyghur Hitch in Sino-Turkish Relations*, Policy Studies 53, Honolulu : East-West Center, 2009, <http://scholarspace.manoa.hawaii.edu/bitstream/handle/10125/10349/ps053.pdf?sequence=1>.

27. « Chinese FM Urges Resumption of Israeli-Palestinian Peace Talks », *China View*, 23 avril 2009, [http://news.xinhuanet.com/english/2009-04/23/content\\_11238582.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2009-04/23/content_11238582.htm).

28. Voir, par exemple, *China Daily*, [www.mp3-mp4-ipod.cn/China/2009-04/24/content\\_7711957.htm](http://www.mp3-mp4-ipod.cn/China/2009-04/24/content_7711957.htm) ; et « *Israeli President Meets with Foreign Minister Yang Jiechi* », Représentation permanente de la République populaire de Chine à l'Office des Nations unies à Genève et auprès des organisations internationales en Suisse, 23 avril 2009, [www.China-un.ch/eng/xwtd/t558942.htm](http://www.China-un.ch/eng/xwtd/t558942.htm).

29. Voir « *Foreign Minister Yang Jiechi Makes Five-point Proposal to Promote Mideast Peace Process* », consulté le 28 octobre 2013, [www.mfa.gov.cn/eng/wjb/wjbz/2467/t559690.htm](http://www.mfa.gov.cn/eng/wjb/wjbz/2467/t559690.htm).

30. Pour plus de détails à ce sujet, voir, par exemple, *China Daily*, consulté le 28 octobre 2013, [www.chinadaily.com.cn](http://www.chinadaily.com.cn).

31. PENTLAND, William, « Did the U.S. Invade Iraq to Contain China? », *Forbes*, 7 janvier 2011, [www.forbes.com/sites/williampentland/2011/01/07/did-the-u-s-invade-iraq-to-contain-china/](http://www.forbes.com/sites/williampentland/2011/01/07/did-the-u-s-invade-iraq-to-contain-china/).

32. Voir, par exemple, KATZ, Yaakov, « Chinese Army Chief Due in Israel Next Week », *Jerusalem Post*, 8 août 2011, [www.jpost.com/Defense/Article.aspx?id=232878](http://www.jpost.com/Defense/Article.aspx?id=232878).

33. DIANHONG, Chen et JINGUO, Mi, « 11th Chinese Naval Escort Taskforce Returns Home after Visiting Israel », *People's Daily Online*, 21 août 2012, <http://english.peopledaily.com.cn/90786/7918352.html>.

34. Ministère de l'économie (en hébreu), 8 juillet 2013, [www.moital.gov.il/NR/exeres/D46E2959-B545-4D7E-9DFD-239906B520C9.htm](http://www.moital.gov.il/NR/exeres/D46E2959-B545-4D7E-9DFD-239906B520C9.htm).

35. XIAOKUN, Li, GUANGJIN, Cheng, et WEIHUA, Chen, « China, Israel Boost Cooperation », *China Daily*, 9 mai 2013, [www.chinadaily.com.cn/china/2013-05/09/content\\_16486378.htm](http://www.chinadaily.com.cn/china/2013-05/09/content_16486378.htm).

36. KEINON, Herb, « The Symbiosis of China and Israel », *Jerusalem Post*, 11 mai 2013, [www.jpost.com/Features/Front-Lines/A-match-made-in-heaven-312722](http://www.jpost.com/Features/Front-Lines/A-match-made-in-heaven-312722).

37. De nombreux rapports sur les visites. Voir, par exemple, WONG, Edward et BUCKLEY, Chris, « China Dips a Toe into Middle East Peace », *New York Times*, 8 mai 2013, [www.nytimes.com/2013/05/09/world/asia/china-dips-a-toe-into-mideast-diplomacy.html?mc=tnt&tntemail1=y&\\_r=2&\\_](http://www.nytimes.com/2013/05/09/world/asia/china-dips-a-toe-into-mideast-diplomacy.html?mc=tnt&tntemail1=y&_r=2&_) ; KEINON, « *Symbiosis of China and Israel* » ; et PEVZNER, Alex, « China Offers Subtle Signals of Encouragement for Netanyahu », *Times of Israel*, 10 mai 2013, [www.timesofisrael.com/china-offers-subtle-signals-of-encouragement-for-netanyahu/](http://www.timesofisrael.com/china-offers-subtle-signals-of-encouragement-for-netanyahu/).

38. CHESTER, Sam, « Netanyahu Favors Chinese Interests in Terror Case, Causing Dismay All Around », *Tablet*, 20 août 2013, [www.tabletmag.com/jewish-news-and-politics/141261/netanyahu-chooses-Chine?all=1](http://www.tabletmag.com/jewish-news-and-politics/141261/netanyahu-chooses-Chine?all=1).

Visitez notre site web

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)